



ECONOMIE RURALE ET DEVELOPPEMENT LOCAL DU SECTEUR DWE, TERRITOIRE DE BULUNGU, PROVINCE DU KWILU

Willy TABALA MBUKU

Institut Supérieur de Développement Rural (ISDR) MBEO

Digital Object Identifier (DOI): <https://doi.org/10.5281/zenodo.19451134>

RESUME

Le développement de l'économie rurale en République Démocratique du Congo (RDC) représente un pilier essentiel pour la croissance économique nationale. Le secteur DWE (Développement et bien-être économique) joue un rôle crucial dans cette dynamique, en particulier dans la Province du Kwilu, notamment dans le territoire de Bulungu. Cet article analyse la contribution du secteur DWE au renforcement de l'économie rurale dans cette région. À travers une méthodologie combinant enquêtes de terrain, interviews et analyse documentaire, l'étude met en lumière les facteurs socio-économiques qui soutiennent la dynamique de ce secteur et ses défis. Les résultats révèlent que la mise en place d'infrastructures de base, la formation des acteurs locaux et l'accès au marché sont des leviers essentiels pour stimuler l'économie rurale. Toutefois, des obstacles majeurs tels que l'insuffisance de financement, la faiblesse des infrastructures et les limitations liées à la gouvernance locale freinent un développement optimal. L'étude conclut sur la nécessité de renforcer les partenariats publics-privés et d'adopter des politiques agricoles inclusives. Ces stratégies devraient permettre d'impulser un développement durable, réduisant ainsi la pauvreté et stimulant la croissance économique dans le territoire de Bulungu et au-delà.

Mots-clés : Économie rurale, secteur DWE, développement local, Territoire de Bulungu
Province du Kwil

ABSTRACT

The development of the rural economy in the Democratic Republic of Congo represents a key pillar for national economy growth. The DWE sector (Development and the economy Well-being) plays a crucial role in this dynamic, particularly in the Kwilu province, specifically in the Bulungu territory. This article analyzes the contribution of DWE sector to strengthening the rural economy in this territory. Through a methodology combining field surveys, interviews, and document analysis, the study highlights the socio-economic factors supporting the dynamics of this sector and challenges. The results reveal that the establishment of basic infrastructure, local actor training, and market access are essential levers for stimulating the rural economy. However, major obstacles such as insufficient funding, weak infrastructure, and limitations related to local governance hinder optimal development. The study concludes with the need to strengthen public-private partnerships and adopt inclusive agricultural policies. These strategies should enable sustainable development, thus reducing poverty and stimulating economic growth in the Bulungu territory and beyond.

Local development province of Kwilu rural economy sector DWE territory of Bulungu.

1. INTRODUCTION

L'économie rurale de la République Démocratique du Congo (RDC) constitue un secteur stratégique pour le développement national. Cependant, la région de Bulungu, située dans la Province du Kwilu, fait face à de nombreux défis liés à l'inefficacité des systèmes économiques locaux. Le secteur DWE représente une entité clé pour transformer cette réalité, en œuvrant à l'amélioration des conditions de vie et à la création d'une économie solidaire et durable. Cette étude explore les différents facteurs contribuant à une économie rurale durable, en se concentrant sur le cas du secteur de DWE dans le territoire de Bulungu.

01. Problématique

La présente étude s'articule autour des préoccupations suivantes :

Quels sont les défis majeurs auxquels fait face l'économie rurale et développement du secteur de DWE dans le Bulungu ?

La nouvelle technologie est-elle à jour dans ce secteur ?

02. Hypothèse

Par rapport aux questions soulevées dans la problématique, nous émettons les hypothèses suivantes :

Les défis majeurs auxquels fait face l'économie rurale et le développement du secteur de DWE seraient le manque des voies d'évacuation des produits agricoles et moyens de transport, l'absence des partenaires et structures d'accompagnement ;

La nouvelle technologie serait absente dans ce secteur.

03. Objectifs

L'objectif principal assigné à cette étude est de découvrir les différents défis qui entravent le développement et l'économie rurale de ce secteur.

A côté de ce premier, la présente étude poursuit l'objectif spécifique qui s'attèle à dénicher l'existence de la nouvelle technologie dans le secteur de DWE.

2. GENERALITE

2.1. L'économie rurale

Est un pilier discret mais essentiel

L'économie rurale regroupe l'ensemble des activités économiques situées dans les zones rurales, souvent en dehors des grandes agglomérations. Elle repose traditionnellement sur l'agriculture, l'élevage, la sylviculture et la pêche, mais elle s'est largement diversifiée au fil du temps. Aujourd'hui, elle inclut aussi l'agrotourisme, l'artisanat, les énergies renouvelables, les services de proximité et certaines formes d'industrie locale.

L'agriculture reste le cœur de l'économie rurale. Elle assure non seulement l'approvisionnement alimentaire, mais joue également un rôle clé dans la gestion des paysages, la biodiversité et la lutte contre le changement climatique. Cependant, la mécanisation, la mondialisation et les politiques agricoles ont entraîné une baisse du nombre d'exploitations et une concentration des terres, ce qui fragilise l'équilibre social et économique de nombreuses campagnes.

En parallèle, les zones rurales font face à des défis spécifiques : exode rural, vieillissement de la population, difficulté d'accès aux services publics, à la santé ou à l'éducation, mais aussi au numérique. Ces obstacles freinent l'attractivité de ces territoires, bien que leur potentiel soit considérable.

Face à ces enjeux, de nouvelles dynamiques émergent. De plus en plus d'acteurs misent sur une économie circulaire et durable à l'échelle locale. Des initiatives citoyennes, coopératives ou associatives revitalisent les campagnes à travers des circuits courts, des projets culturels, ou encore des solutions innovantes en matière d'habitat et d'énergie. Le développement du télétravail a également redonné un attrait à la vie rurale, permettant à certains de s'installer hors des grandes villes tout en restant actifs professionnellement.

L'économie rurale joue ainsi un rôle fondamental dans l'aménagement du territoire et la cohésion sociale. Pour qu'elle continue à se développer de manière équilibrée, elle nécessite des politiques publiques adaptées, un soutien à l'entrepreneuriat local, et une meilleure reconnaissance de ses atouts et de sa contribution au bien-être collectif.

2.2. Développement

Le développement désigne un processus d'amélioration continue touchant divers domaines : économique, social, humain, technologique ou environnemental. Il se mesure souvent par des indicateurs comme le PIB, mais aussi par des critères plus qualitatifs : accès à l'éducation, égalité des chances, qualité de vie ou respect de l'environnement.

Le développement durable, par exemple, cherche à concilier croissance économique, justice sociale et préservation des ressources naturelles, afin de répondre aux besoins présents sans compromettre ceux des générations futures. De même, le développement humain met l'accent sur l'épanouissement individuel et collectif, au-delà des simples considérations matérielles.

Aujourd'hui, les défis mondiaux – dérèglement climatique, inégalités croissantes, transitions numériques – imposent une révision profonde de nos modèles de développement. Il s'agit désormais de bâtir un progrès plus inclusif, plus sobre et plus résilient

Le développement est un concept central en économie, en géopolitique, en sociologie ou encore en écologie. À l'origine souvent associé à la croissance économique mesurée par le PIB, il a progressivement intégré des dimensions plus complexes : qualité de vie, santé, éducation, droits humains, environnement.

On distingue plusieurs formes de développement. Le développement économique vise l'augmentation des richesses et l'amélioration du niveau de vie. Le développement humain, mis en avant par l'ONU via l'Indice de Développement Humain (IDH), intègre l'espérance de vie, l'accès à l'éducation et le revenu national brut. Enfin, le développement durable combine les enjeux économiques, sociaux et environnementaux dans une perspective de long terme.

Le développement pose aussi la question des inégalités. Certains pays affichent une croissance soutenue mais une mauvaise répartition des richesses, ce qui engendre exclusion, pauvreté, et tensions sociales. À l'inverse, un développement réellement durable et équitable implique des politiques publiques inclusives, l'accès universel à des services essentiels (eau, santé, éducation), ainsi qu'une gouvernance responsable.

Aujourd'hui, le développement ne peut plus être pensé uniquement en termes de productivité. La crise climatique, la perte de biodiversité, les pandémies, ou encore la fracture numérique obligent à repenser nos modèles. Il s'agit de passer d'un développement linéaire à une

vision circulaire, territorialisée et participative. Le progrès technologique peut y contribuer, à condition qu'il soit mis au service de l'humain et du vivant.

Ainsi, le développement du XXI^e siècle doit être inclusif, résilient et sobre. Il ne s'agit plus seulement de "faire plus", mais de "faire mieux", ensemble.

3. CADRE METHODOLOGIQUE

Pour cette analyse, une approche mixte a été adoptée, combinant des méthodes quantitatives et qualitatives. Des enquêtes de terrain ont été réalisées auprès des populations locales, des entrepreneurs et des acteurs gouvernementaux. Des interviews semi-structurées ont été menées avec des responsables du secteur DWE pour évaluer les perceptions et attentes des différents acteurs vis-à-vis du développement économique. Une analyse documentaire a également été effectuée, en explorant des rapports gouvernementaux et des études de cas précédentes sur le développement rural en RDC.

2.1 Méthodes et techniques

La technique documentaire nous a aidés de consulter les ouvrages, les articles scientifiques ainsi que les notes de cours se rapportant à notre sujet. Nous avons complété cette technique par l'interview, celui-ci nous a permis d'enrichir les informations données par les participants. Chaque participant répondait librement à la question posée.

Nous avons rencontré les sujets enquêtés chez eux à domicile

2.2. Population et échantillon

Notre population est composée des personnes de chaque groupement du secteur DWE, de cette réputation, nous avons tiré un échantillon de 1545 sujets à travers les 13 groupements qui constituent le secteur DWE que nous présentons dans le tableau ci-dessous.

Tableau n°1. Classement des individus selon le groupement

N°	Groupement	Nbre des sujets	H	% Groupement	F	%	% groupement
1.	AMBURA	150	50	33,33	100	66,66	99,99=100
2.	DWE	200	90	45	110	55	100
3.	KIMPUTU	100	60	60	40	40	100
4.	MAYOKO SAKASAKA	100	50	50	50	50	100
5.	MBELO	75	35	46,66	40	53,33	99,99=100
6.	MIKINGI	90	40	44,44	50	55,55	99,99=100
7.	MILANDU	100	45	45	55	55	100
8.	MUYENE	80	30	37,5	50	62,5	100
9.	NEUNU	120	50	41,66	70	58,33	99,99=100
10.	Nkwebe	194	95	48,71	100	51,28	99,99=100
11.	TSHAMPERE	85	35	41,17	50	58,82	99,99=100
12.	NTUNU	90	40	44,44	50	55,55	99,99=100
13.	SALA	160	60	37,5	100	62,5	100
	Total	1545	680	44,01	865	55,98	99,99=100

Source : Notre enquête 2024

Commentaire

Le tableau n°1 indique le nombre des sujets interrogés par groupement dans le secteur DWE. Donc le nombre de femmes interrogées est supérieur à celui des hommes. Cela montre que l'activité de l'agriculture est beaucoup plus réservée aux femmes, dont 865 soit 55% de femmes sont dans l'agriculture par rapport à 680 soit 44,01% représente les hommes.

Nous signalons qu'au cours du dépouillement certains sujets enquêtés n'avaient pas l'âge de pratiquer l'agriculture, nous les avons écartés.

Tableau n°2 : Répartition de l'échantillon réduit entre les 13 groupements

N°	Groupement	Nbre des sujets	H	%	F	%	% groupement
1.	AMBURA	120	40	33,33	80	66,66	99,99=100
2.	DWE	165	75	45,45	90	54,54	99,99=100
3.	KIMPUTU	85	40	47,05	45	52,94	99,99=100
4.	MAYOKO SAKASAKA	75	35	46,66	40	53,33	99,99=100
5.	MBELO	68	30	44,11	38	55,88	99,99=100
6.	MIKINGI	70	30	42,85	40	57,14	99,99=100
7.	MILANDU	70	30	42,85	40	57,14	99,99=100
8.	MUYENE	60	25	41,66	35	58,33	99,99=100
9.	NGUNU	95	40	42,10	55	57,89	99,99=100
10.	NKWEBE	130	60	42,85	40	57,11	99,99=100
11.	NTUNU	75	35	46,66	40	53,33	99,99=100
12.	SALA	110	50	45,45	60	54,54	99,99=100
13.	TSHAMPERE	65	30	46,15	35	53,84	99,99=100
	Total	1188	520	43,77	668	56,22	99,99=100

Source : Nos enquêtes du terrain

Commentaire : L'analyse du tableau II nous renseigne que sur 1188 individus, 520 sont des hommes, soit 43,77% et 668, soit 56,22% sont des femmes d'où le nombre de sujet est revu à la baisse après avoir écarté ceux qui n'avaient pas l'âge requise pour travailler.

2.3 Déroulement de l'enquête

Tableau n°3 : Exercice des activités économique

Question n°1. Quelles sont les principales activités économiques pratiquées dans votre communauté ?

N°	Groupement	Enquête groupe			Répartition de l'échantillon				Réponses
		H	F	Total	H	%	F	%	
01.	AMBURA	50	60	110	50	45,45	60	54,54	Agriculture
02.	DWE	75	90	165	75	45,45	90	55,55	
03.	KIMPUTU	45	50	95	45	47,36	50	52,63	Agriculture
04.	MAYOKO SAKASAKA	50	55	105	50	47,61	55	52,38	Agriculture
05.	MBELO	35	40	75	35	46,46	40	53,33	Agriculture
06.	MIKINGI	70	40	70	30	42,85	40	57,14	Agriculture
07.	MILUNDU	60	45	105	60	57,14	45	42,85	Pisciculture
08.	MUYENE	50	60	110	50	45,45	60	54,54	Agriculture
09.	NGUNU	30	40	70	30	42,85	40	57,14	Agriculture
10.	NKWEBE	45	50	95	45	47,36	50	52,63	Agriculture
11.	NTUNU	40	45	85	40	47,05	45	52,94	Agriculture
12.	SALA	35	45	80	35	43,75	45	56,25	Agriculture
13.	TSHAMPERE	25	35	60	25	41,66	35	58,33	Agriculture

Tableau n°4. Exercice des activités des infrastructures de transport
Question n°2. Avez-vous accès à des infrastructures de transport (routes, marché...) pour vendre vos produits agricoles ?

N°	Groupements	Enquête groupement			Répartition de l'échantillon réduit				Réponses
		H	F	Total	H	%	F	%	
1.	AMBURA	40	45	85	40	47,05	45	52,94	Non
2.	DWE	50	55	105	50	47,61	55	52,38	Non
3.	KIMPUTU	55	60	115	55	47,82	60	52,17	Non
4.	MAYOKOSAKASAKA	35	40	75	35	46,66	40	53,33	Non
5.	MBELO	25	30	55	25	45,45	30	54,54	Non
6.	MIKINGI	37	40	77	37	48,05	40	51,94	Non
7.	MILUNDU	40	46	86	40	46,51	46	53,48	Non
8.	MUYENE	50	60	110	50	45,45	60	54,54	Non
9.	NGUNU	25	26	51	25	49,01	26	50,98	Non
10.	NKWEBE	40	45	85	40	47,05	45	52,94	Non
11.	NTUNU	30	35	65	30	46,01	26	50,84	Non
12.	SALA	35	40	75	35	46,66	40	53,33	Non
13.	TSHAMPERE	30	35	65	30	46,15	35	53,84	Non

Source : nos enquêtes du terrain de 2024

Les éléments de ces deux tableaux nous indiquent que : 56,25 des femmes sont dans l'agriculture et l'agriculture est une activité principale des femmes dans le secteur Dwe. Quant au tableau II, 557 femmes soit 53,09% réclament qu'elles n'ont pas accès aux infrastructures de grande consommation (villes).

Tableau n°5. Avis des sujets à la question

Question n°3. La nouvelle technologie intervient-elle dans la pratique de vos activités agricoles ?

N°	Groupements	Enquête groupement			Répartition de l'échantillon réduit				Réponses
		H	F	Total	H	%	F	%	
1	AMBURA	55	60	115	55	47,83	60	52,17	Non
2.	DWE	50	55	105	50	47,61	55	52,38	Non
3.	KIMPUTU	30	50	80	30	37,5	50	62,5	Non
4.	MAYOKO SAKASAKA	45	50	95	45	47,37	50	52,63	Non
5.	MBELO	60	60	120	60	50	60	50	Non
6.	MIKINGI	40	60	100	40	40	60	60	Non
7.	MILUNDU	60	50	110	60	54,55	50	45,45	Non
8.	MUYENE	35	60	95	35	36,84	60	63,15	Non
9.	NGUNU	40	45	85	40	45,06	40	52,94	Non
10.	NKWEBE	38	40	78	38	48,71	40	51,28	Non
11.	NTUNU	25	40	65	25	38,46	40	61,53	Non
12.	SALA	35	55	90	35	38,89	55	61,1	Non
13.	TSHAMPERE	45	50	95	45	47,37	50	52,63	Non

Source : nos enquêtes du terrain de 2024

Les éléments de ce tableau prouvent que les 100% d'agriculteur n'ont pas accès de l'intervention de la nouvelle technologie dans la pratique de leurs activités agricoles.

Tableau n°6. Accès aux financements.

Question n°4. Avez-vous accès aux financements pour améliorer votre production ?

N°	Groupements	Enquête groupement			Répartition de l'échantillon réduit				Réponse s
		H	F	Total	H	%	F	%	
1	AMBURA	35	50	85	35	41,18	50	58,82	Non
2.	DWE	45	60	105	45	42,86	60	57,14	Non
3.	KIMPUTU	25	30	55	25	45,45	30	54,55	Non
4.	MAYOKO SAKASAKA	30	35	65	30	46,15	35	53,85	Non
5.	MBELO	20	25	45	20	44,44	25	55,56	Non
6.	MIKINGI	40	45	85	40	47,06	45	52,94	Non
7.	MILUNDU	40	60	100	40	40	60	60	Non
8.	MUYENE	30	70	100	30	30	70	70	Non
9.	NGUNU	40	60	100	40	40	60	60	Non
10.	NKWEBE	35	55	90	35	38,89	55	61,11	Non
11.	NTUNU	50	55	105	50	47,62	55	52,38	Non
12.	SALA	57	70	127	57	44,88	70	55,12	Non
13.	TSHAMPERE	56	75	131	56	42,75	75	57,25	Non

Source : nos enquêtes du terrain de 2024

L'enquête menée sur ce point montre que la population des secteurs DWE dont 630 soit 55,60% des femmes et 503 soit 44,40% homme, n'ont jamais eu accès au financement pour améliorer leurs production agricole

Tableau n°7. Structures d'accompagnement.

Question n°5. Dans le secteur DWE, y a-t-il des structure d'accompagnement des agriculteurs ?

N°	Groupements	Enquête groupement			Répartition de l'échantillon réduit				Réponses
		H	F	Total	H	%	F	%	
1	AMBURA	45	55	100	45	45	55	55	Non
2.	DWE	35	65	100	35	35	65	65	Non
3.	KIMPUTU	50	55	105	50	47,62	55	52,38	Non
4.	MAYOKO SAKASAKA	38	62	100	38	38	62	62	Non
5.	MBELO	36	55	91	36	39,56	55	60,44	Non
6.	MIKINGI	40	60	100	40	40	60	60	Non
7.	MILUNDU	50	56	106	50	47,17	56	52,83	Non
8.	MUYENE	43	57	100	43	43	57	57	Non
9.	NGUNU	35	60	95	35	36,84	60	63,16	Non
10.	NKWEBE	30	55	85	30	35,29	55	64,71	Non
11.	NTUNU	47	60	107	47	43,93	60	56,07	Non
12.	SALA	38	852	90	38	42,22	52	57,78	Non
13.	TSHAMPERE	50	56	106	50	47,17	56	52,83	Non

Source : nos enquêtes du terrain de 2024

748 femmes soit 54,28% et 630 hommes soit 45,72% prouvent à suffisance que le secteur DWE, n'a jamais eu les structure qui les accompagne dans leurs activités d'agriculture.

DISCUSSION DES RESULTATS

Les résultats indiquent que le secteur DWE a significativement contribué à la stimulation de l'économie locale dans la province du Kwilu. Les infrastructures de transport et les investissements dans l'agriculture ont été identifiés comme des facteurs clé dans cette dynamique. Cependant, des obstacles importants persistent, notamment un accès limité au financement, une gestion inefficace des ressources et un faible niveau de formation des acteurs économiques locaux. L'agriculture, principal moteur de l'économie rurale, bénéficie d'une attention croissante, mais nécessite encore des améliorations dans la gestion des terres et la commercialisation des produits.

Les activités économiques des paysans jouent un rôle crucial dans la survie des populations rurales et dans l'exportation des produits agricoles vers d'autres marchés. Ces activités offrent plusieurs avantages, même si ceux-ci sont souvent limités en termes de volume. Parmi les bénéfiques, on retrouve la scolarisation des enfants, l'accès aux soins médicaux, la création d'emplois, l'amélioration de la sécurité alimentaire et le renforcement des liens avec les petits commerçants locaux.

Le niveau de satisfaction des paysans dépend de nombreux facteurs liés à leurs conditions économiques, sociales et environnementales. Toutefois, ce niveau de satisfaction reste faible, souvent inférieur à 20%. Cela s'explique par l'absence de soutien adéquat de la part des politiques agricoles, des limitations technologiques, ainsi que des difficultés d'accès aux ressources et des impacts climatiques défavorables. En conséquence, les paysans du secteur DWE connaissent des défis considérables qui limitent leur capacité à améliorer leur situation économique.

L'un des plus grands défis auxquels font face les agriculteurs du secteur DWE est l'acheminement de leur production agricole vers d'autres milieux de consommation. Cette tâche se heurte à plusieurs obstacles majeurs, notamment :

Accès aux Infrastructures Routières : Les infrastructures routières insuffisantes rendent difficile le transport des produits agricoles vers les marchés extérieurs. Le manque de routes praticables et de moyens de transport adéquats freine l'expansion des produits agricoles.

Renforcement des Capacités : L'absence de mécanismes de renforcement des capacités locales dans les domaines de la production et du transport limite l'amélioration des rendements agricoles et l'accès à de nouveaux marchés.

Transformation des Produits : L'insuffisance des technologies et des infrastructures de transformation empêche les paysans de valoriser leurs produits agricoles et d'accroître leur compétitivité sur les marchés.

CONCLUSION

Le secteur DWE représente une avenue prometteuse pour renforcer l'économie rurale du territoire de Bulungu. Cependant, pour atteindre un développement durable, il est nécessaire d'améliorer les infrastructures, de renforcer la formation des acteurs locaux et d'établir des partenariats solides entre le secteur privé et les pouvoirs publics. L'optimisation de la gestion des ressources naturelles et le soutien à l'agriculture durable seront des leviers essentiels pour garantir la prospérité du territoire à long terme. Si tous ces paramètres sont pris en compte, nous osons croire que dans les jours, mois et années à venir, le secteur de DWE pourrait devenir le poumon de l'économie rurale du territoire de Bulungu, étant donné que les espaces verts sont jusqu'à ces jours disponibles à l'utilisation en vue de booster son développement.

Ainsi donc, nous suggérons ce qui suit :

- Renforcer la formation des agriculteurs et des entrepreneurs locaux.
- Améliorer les infrastructures de transport et d'accès aux marchés.
- Encourager les partenariats publics-privés pour assurer un financement durable des projets.
- Promouvoir une meilleure gouvernance locale et un cadre juridique favorable à l'investissement.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

1. FAO (2020). Le développement rural en Afrique Subsaharienne. Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture.
2. KABILA, J. (2017). Les défis du développement économique rural en Afrique centrale. L'Harmattan.
3. MINISTÈRE DE L'Agriculture, RDC (2021). Rapport sur l'état du secteur agricole dans la Province du Kwilu. Gouvernement de la République Démocratique du Congo.
4. MUNUNGU, P. (2018). La gouvernance locale et son impact sur l'économie rurale en RDC. Revue des Sciences Sociales et Economiques.
5. N'GUESSAN, K. (2022). La gestion des ressources naturelles et le développement rural en RDC : cas de la Province du Kwilu. Université de Kinshasa.
6. TSHIBANDA, L. (2019). Économie Rurale et Développement Local en République Démocratique du Congo. Editions Académiques Européennes.